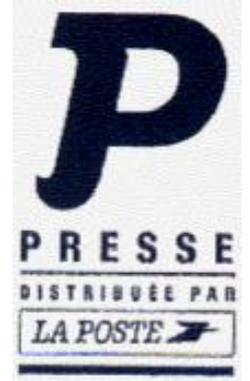


Dispensé de timbrage

CARCASSONNE PPDC

Unitaire 11

Bimestriel N°104 Octobre - Novembre 2012 Prix du N° : 0,75 euros Abt : 3 eu-



Bulletin de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire)
Section de l'Aude 22 bis, boulevard de Varsovie 11000 CARCASSONNE
fsu.aude@wanadoo.fr ou fsu11@fsu.fr

Déposé le 25/10/2012

La FSU en Congrès...

Un congrès est un moment important dans la vie d'une organisation syndicale. Il en va ainsi du **7ème congrès de la FSU** qui se tiendra à **Poitiers du 11 au 15 février 2013**, précédé par un **congrès départemental au lycée Charles Cros de Carcassonne les 22 et 23 janvier** prochains.

Dans ce numéro de l'Unitaire, vous trouverez le rapport d'activité de la Section Départementale de 2009 à 2012, ainsi que les professions de foi et les listes de candidatures aux élections du prochain CDFD (Conseil Délibératif Fédéral Départemental). Vous y trouverez également le rapport financier et le matériel de vote (modalités, enveloppes et bulletin de vote).

Au dernier scrutin de novembre 2009, un peu plus d'un tiers (36 %) des syndiqués avait participé au scrutin. Ce taux de participation était en légère progression par rapport à 2006 mais nous souhaitons que vous soyez plus nombreux encore à participer à celui de 2012. Depuis la naissance de la FSU en 1993, notre organisation intègre le fonctionnement en « tendances » ou « courants de pensée ».

Le Conseil Syndical national et le Conseil National des Syndicats de la Fonction Publique ont tenu le triptyque du fonctionnement départemental, ils ont élu le CDFD départemental qui comprend 32 membres, dont 16 sont élus sur scrutin de liste à la proportionnelle à la plus forte moyenne. Les autres 16 membres sont désignés par les Syndicats Nationaux, la représentativité tenant compte du nombre d'adhérents par syndicat. Ainsi, ce nombre important de 32 permet d'intégrer des « petits syndicats » dont le nombre d'adhérents ne permettrait pas de siéger.

Du **8 au 29 novembre**, vous êtes donc appelés à vous prononcer sur les orientations nationale et départementale, ainsi que sur les rapports d'activité nationale et départementale afin d'élire les directions nationale et départementale pour 3 ans.

Soyez nombreux à participer à cette consultation !

Philippe DECHAUD

Spécial congrès
Attention !!
Cet Unitaire contient le matériel de vote :
bulletin de vote + 2 enveloppes,
ainsi que les modalités du vote.
Les syndiqués du Snes votent dans leur
établissement ! (page 8)

Siège social :
FSU 11
22 bis, Bd de Varsovie
11000 CARCASSONNE
Tél.Fax : 04 68 25 54 23
Directeur de la Publication
Gilbert SARTORÉ
Commission paritaire
N° 0715 S 07452
ISSN 1250-0224

SOMMAIRE

- 1- Edito.
- 2-3 Rapport d'activité de la FSU11.
- 4- Profession de foi et liste de candidatures : U et A.
- 5- Profession de foi et liste de candidatures : EE et Émancipation (ÉÉE 11).
- 6- Profession de foi et liste de candidatures : URIS.
- 7- Rapport financier FSU11.
- 8- Vote U : mode d'emploi.
- 9- Bulletin de vote FSU nationale et FSU11.

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU-Aude. Conformément à la loi du 6/1/78, vous pouvez avoir accès aux informations vous concernant et les faire rectifier, en vous adressant à la FSU-Aude.

Élections du nouveau CDFD:
Du 8 au 29 novembre.
VOTEZ !!!
Congrès départemental de la FSU 11
au Lycée Professionnel Charles Cros de Carcassonne
Mardi 22 janvier de 13 h 30 à 17 h 30
Mercredi 23 janvier de 9 h à 17 h

Rapport d'activité départemental FSU11 (2009-2012)

Depuis notre dernier congrès en 2009 nous n'avons pu que constater la volonté sans cesse réaffirmée du gouvernement Fillon de s'attaquer à la Fonction Publique, à ses agents et aux services publics. Les attaques contre les services publics en général ainsi que les services publics locaux ont été sans précédent. Articulées autour des projets de « réforme de l'État » (REATE), de la RGPP, de la « réforme territoriale », et de la remise en cause à terme des statuts des personnels, l'offensive libérale du tandem Sarkozy-Fillon a gravement porté atteinte au pacte républicain et remis en cause le statut général des fonctionnaires, garantie pour tous les citoyens d'une égalité de traitement.

Une bataille continue contre la politique libérale de Sarkozy

La période Sarko-Fillon est caractérisée par le passage en force de toute une série de mesures destinées à créer « une rupture » ouvrant de nouvelles brèches dans les droits et protections des salariés, dans les solidarités et dans les services publics. La méthode choisie par le gouvernement pour imposer la réforme des retraites de 2010 est à ce titre emblématique. Face à une montée en puissance de la mobilisation de près d'une année, des manifestations de grande ampleur, dans l'unité syndicale, en septembre et octobre 2010, le gouvernement a affiché un total mépris face aux revendications des salariés. La FSU11 s'est efforcée de prendre ses responsabilités dans les secteurs où elle en avait la capacité en recherchant l'unité syndicale et en œuvrant à construire un mouvement unitaire au plan interprofessionnel.

En matière d'éducation, les 3 dernières rentrées ont été marquées par des suppressions d'emplois sans précédent. La politique éducative a conduit à une impasse: ses choix budgétaires et ses réformes successives ont affaibli délibérément le service public d'éducation. Elle a marqué un renoncement à une réelle ambition pour tous les jeunes, notamment ceux des milieux les plus défavorisés.

Sous prétexte de la crise économique et financière qui n'a cessé de s'amplifier, le gouvernement Fillon avait pris le parti d'accroître les inégalités. La situation en est devenue dramatique pour la grande majorité des salariés et notamment pour celles et ceux qui sont les plus fragiles. C'est pour ces raisons que la FSU11 n'a eu de cesse d'intervenir dans le débat public pour un changement de politique, pour une meilleure répartition des richesses, pour le développement des services publics, pour une fiscalité plus juste, pour plus de solidarité. C'est donc en toute logique que la FSU11 a appelé, au cours de la campagne présidentielle de 2012, à en finir avec l'idéologie libérale au pouvoir et rompre avec ces politiques et choix budgétaires dévastateurs pour les usagers et les agents des services publics.

Toutefois, la FSU, malgré le changement de gouvernement reste vigilante d'autant plus qu'avec l'augmentation du chômage et la paupérisation réelle, le scepticisme s'installe. L'absence de signes forts de rupture avec les politiques libérales antérieures inquiètent. Pour preuve la ratification par le parlement le 09 octobre dernier d'un Pacte Budgétaire Européen concocté par le tandem Sarkozy-Merkel.

Protection sociale

La contre réforme des retraites imposée par un pouvoir décomplexé et pressé d'en finir avec les acquis imposés par le Conseil national de la Résistance fut au centre des enjeux de société. La section de l'Aude n'a pas été en reste dans cette bataille. Dès mars 2010, peu après la première mobilisation qui a suivi l'annonce de la réforme, la Section Fédérale des Retraités organisait une AG sur le thème de la réforme des retraites. De grandes journées de grève et de manifestations ont marqué la rentrée 2010. La FSU 11 fut très présente lors des initiatives des 7, 15, 23 septembre avant le vote par l'assemblée nationale, puis, lors du 11 octobre avant l'adoption de la contre réforme par le Sénat. Elle n'a pas ménagé ses efforts pour contribuer aux mobilisations les plus unitaires, en dépit des divergences qui séparent les différentes organisations sur les moyens à mettre en œuvre. Dans cette période, la section départementale a contribué au succès d'une conférence de l'économiste Jean Marie Harribey, alors coprésident d'ATTAC. Elle a, elle-même, organisé une conférence avec Bernard Friot, chercheur dont les analyses et les propositions originales furent largement médiatisées et conquièrent un public fourni.

La politique de casse sociale annoncée dès la prise de pouvoir de

Nicolas Sarkozy en 2007 s'est accentuée. La suppression de services de soins, les privatisations et les concentrations se sont accélérées. Les reculs de la protection sociale (jour de carence pour les fonctionnaires, déremboursements, dépassements d'honoraires, augmentation des tarifs des mutuelles soumises à des charges financières de plus en plus lourdes) constituent autant d'obstacles à l'accès aux soins. Un article de « l'Unitaire11 » a mis en évidence les dysfonctionnements de l'hôpital public. Le financement de la prise en charge de la dépendance, engagement du candidat Sarkozy, n'a toujours pas vu le jour. L'opposition syndicale unitaire l'a conduit à différer des solutions qui tournaient le dos à la solidarité nationale et qui pouvaient s'avérer coûteuses, électoralement parlant, pour le candidat président. La FSU a produit une étude nationale et avancé des propositions que la section départementale a largement diffusées. La Section des retraités a pleinement joué son rôle d'alerte sur cette question.

La crise

La crise économique et sociale de 2008 poursuit ses ravages en France et en Europe. Le gouvernement de Sarkozy a profité de cette situation pour remettre en cause les droits des salariés et le modèle social, en imposant la baisse du pouvoir d'achat, en dégradant l'emploi et les conditions de travail.

En cinq ans la dette de la France est passée de 1200 à 1700 milliards d'euros. Les intérêts de la dette versés aux marchés financiers avoisinaient en 2011 les 47 milliards d'euros, soit le deuxième poste de dépense de l'État. La crise grecque du printemps 2010 a montré la dimension européenne de la crise. Le seul remède préconisé a été la réduction des dépenses publiques. Les gouvernements européens ont imposé aux salariés et aux chômeurs des plans d'austérité de plus en plus durs : destruction des services publics, privatisation, démantèlement de la protection sociale et notamment des retraites, baisse ou gel des salaires et pensions. L'impasse a été faite sur les raisons profondes de la crise qui reposent essentiellement sur une répartition des richesses qui favorise la finance au détriment des salaires. Le gouvernement de Sarkozy a largement pris sa part dans les politiques d'austérité européennes. L'État a décidé de renflouer les banques à coup de centaines de milliards d'euros empruntés sur les marchés financiers tandis que la faible imposition des revenus du capital, l'allègement de l'impôt sur le revenu et de l'ISF, la quasi-suppression des droits de succession, les diverses niches fiscales, la baisse des cotisations sociales ont constitué autant de cadeaux fiscaux qui ont creusé le déficit.

La FSU a participé au débat dans différents cadres : intersyndicale, Collectif de la dette publique d'ATTAC et a appelé à signer massivement la pétition « pour une taxe sur les transactions financières ». La FSU11 a participé à la campagne d'information sur les causes de la crise avec le collectif « De quelle dette parle-t-on ? ». Elle a aussi appelé à manifester dans l'unité syndicale, avec d'autres organisations pour dire « non à l'austérité », pour s'opposer au projet de loi sur les finances publiques (TSCG). Elle a participé à la mobilisation intersyndicale contre le pacte « europlus », le 29 février 2012 à Carcassonne et Narbonne. Tout au long de cette période la FSU a particulièrement défendu l'emploi et le pouvoir d'achat.

Services publics et Fonction publique

Pendant 3 ans nous avons du faire face à une offensive dévastatrice contre la FP et les SP. En riposte, le lancement de la déclinaison Audoises des « États généraux des services publics » s'est déroulé au siège de la FSU en Mai 2010. La FSU a été une des chevilles ouvrières dans l'organisation et l'animation de ce collectif. Cela a permis à une de ses militantes de participer au rassemblement national d'Orly en juin 2011. La dégradation des conditions d'accueil des usagers et de travail des agents de Pôle emploi ont conduit le SNU Pôle Emploi à appeler à la grève le 14/11/2011. Les personnels sociaux de la FSU11 ont participé aux mobilisations régionales et nationales intersyndicales pour la reconnaissance de leurs diplômés à bac+3, l'accès à la catégorie A, la refonte de leurs grilles indiciaires. Si pour les infirmières après de nombreuses mobilisations le classement en catégorie A a abouti, ce n'est pas le cas pour les personnels sociaux pour qui les propositions de grille, toujours en catégorie B, sont inacceptables. Au Conseil Général, la période a été

marquée par de nombreuses mobilisations des personnels pour protester contre la remise en cause des acquis, la nouvelle gestion des personnels qui ressemble beaucoup à une RGPP territoriale dont l'objectif principal est la réduction de la masse salariale.

Précarité

La fonction publique est particulièrement touchée par l'emploi des contractuels : un million d'agents sont aujourd'hui non titulaires avec une multiplication de contrats de courte durée, un recours massif au temps partiel et peu d'espoir de pérennisation. Dans la FPT, cela concerne principalement les emplois d'aide à la personne quasi exclusivement féminins. Les conséquences sont lourdes pour les personnels en termes de perspectives professionnelles et personnelles. La FSU mène la lutte contre ce type de recrutement et pour la création des emplois permanents nécessaires au bon fonctionnement du service public, au respect des règles statutaires. La loi du 12 mars 2012 sur la résorption de l'emploi précaire même si elle est insatisfaisante ouvre quelques possibilités dont nous devons nous saisir.

Les emplois aidés, CUI, AVS, AED sont toujours considérés comme variable d'ajustement sans aucun respect des personnes ni de leur investissement professionnel. Concernant la mise en place des emplois d'avenir, la FSU11 sera vigilante comme par le passé pour que ces personnels bénéficient de formations et d'engagements clairs pour déboucher sur des emplois pérennes.

Éducation

Cinq ans de Sarkozysme ont laissé l'Éducation exsangue avec 85.000 postes supprimés. Des attaques sans précédent et tous azimuts n'ont laissé aucun répit aux acteurs de l'école. La liste est longue: il y a eu le largage dans les classes des professeurs stagiaires à temps plein avec une formation amputée, le renforcement de l'autonomie des chefs d'établissement qui, en collège comme en lycée, impose au local de gérer la pénurie et met fin à l'égalité de traitement des élèves.

Il y a eu empiement de tâches connexes qui prennent le pas sur la mission essentielle qui est l'enseignement; les nouveautés en collège: le L.P.C. (évaluation par Compétences et non plus des Savoirs évalués avec des notes), la validation du niveau A2 en L.V., la note de Vie Scolaire, l'Histoire des Arts, les Programmes Personnalisés de Réussite Éducative; le lycée s'est vu imposer une réforme avec le démantèlement des séries technologiques et la fin de cet ascenseur social pour une catégorie d'élèves, la création de dispositifs comme l'Accompagnement Personnalisé, les Enseignements d'Exploration qui dynamisent le groupe classe et créent des Emplois du Temps ingérables. La 3ème année va déboucher en juin 2013 sur un bac très lourd à gérer pour les professeurs de certaines matières et la généralisation du Contrôle en Cours de Formation. La période a également connu des dégradations de conditions de travail pour les services Vie Scolaire, d'Orientation, les Assistantes Sociales, les Infirmières Scolaires.

Dans ce contexte, la FSU s'est efforcée de développer les mobilisations sur les différents secteurs, en recherchant l'unité la plus large, afin de lutter contre cette politique destructrice pour une politique éducative ambitieuse. La FSU 11 a mené des actions dans le département comme le 6 septembre 2010 dès la rentrée et à Paris à l'occasion de manifestations nationales le 30 janvier 2010 et le 31 janvier 2012.

Le gouvernement Hollande-Ayrault a abrogé le décret sur l'évaluation des personnels et instauré la décharge de 3 heures pour les stagiaires. L'annonce de l'arrêt du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, la création de 43000 postes dans l'Éducation pour 2013- encore faudra-il qu'ils soient pourvus ! - vont dans le bon sens.

Représentativité de la FSU dans la fonction publique

La FSU, signataire des accords de Bercy, a toujours été favorable à une représentativité mesurée par le vote des personnels. Toutefois les difficultés liées soit à l'organisation des élections, soit à des modifications importantes du corps électoral ont rendu difficile l'expression des personnels.

L'année 2011 a été marquée principalement par les élections professionnelles dans la Fonction Publique d'État en octobre. Ces élections, leur préparation et leur suivi ont mobilisé la FSU11, ses syndicats et bon nombre de militants. Malgré un système de vote informatisé dans l'Éducation Nationale qui les défavorisait car il a entraîné une déperdition importante

du nombre de votants (environ 30%) par rapport au système précédent, la FSU11 est restée majoritaire dans les instances départementales de l'EN : CTSD, CHSCT-SD, CDEN et ses syndicats nationaux en sont sortis renforcés.

Ces élections ont aussi permis de confirmer la présence de la FSU dans les Directions régionales des services de l'État ainsi qu'à la préfecture de l'Aude où la FSU est la première organisation syndicale.

Les premières élections professionnelles de décembre 2011 à Pôle Emploi ont placé le SNU Pôle Emploi comme première organisation syndicale en Languedoc-Roussillon, résultat confirmé en octobre 2012.

Vie fédérale

Avec 1396 adhérents au 31 août 2012, la fédération de l'Aude est la deuxième de la région et elle maintient son nombre d'adhérents par rapport au dernier congrès. Le SDUCLIAS et le SNES sont les premiers syndicats de la FSU départementale.

La vie fédérale au niveau départemental se structure autour des CDFD, des bureaux (BDFD) et secrétariats qui se tiennent de façon régulière. L'activité de la section reste importante au regard des dossiers qui ont été portés au cours de ces 3 dernières années. Toutefois la faible participation des représentants élus au titre des tendances et des représentants des syndicats nationaux, en particulier aux CDFD (où nous sommes 32) ne nous permet pas de prendre les décisions après une large consultation des membres du conseil.

Le CFR-Languedoc Roussillon s'est mis en place et fonctionne de façon satisfaisante dans la prise en compte de la dimension régionale (Préfecture de Région, Conseil Régional, Rectorat, Conseil Économique Social et Environnemental Régional, etc.). Il a joué un rôle très important de coordination et de dynamisation au moment des élections professionnelles d'octobre 2011.

SFR : les retraités dans la vie fédérale.

Les retraités, adhérents des syndicats de la FSU sont organisés depuis 2007 en Section Fédérale des Retraités. Un collectif d'animation ouvert à tous se réunit tous les mois. Il diffuse l'information, entre autres en produisant un bulletin (Retraités Bien Traités) auprès des adhérents, prépare les rencontres avec les différents partenaires et les assemblées générales de la section. Les retraités militants ont des activités spécifiques : participation régulière à l'intersyndicale départementale des retraités, participation au CODERPA(1), contribution à la vie de la FGR-FP(2). Ils participent également à la vie de la FSU auprès des actifs. Plusieurs sont parties prenantes des instances de la FSU11 et de ses syndicats. Deux d'entre eux sont membres de commissions nationales. Forts de leur réflexion collective, ils jouent un rôle d'alerte sur des questions particulières (protection sociale et système de santé, financement et prise en charge de la dépendance ...).

(1) *Comité Départemental des Retraités et Personnes Âgées.*

(2) *Fédération Générale des Retraités Fonction Publique.*

Union locale de Narbonne :

Après une bataille de près de 12 ans, de nombreux courriers et mobilisations, la vie fédérale de la FSU11 a été particulièrement marquée par la création de l'Union Locale de Narbonne en mai 2012. L'Assemblée Générale constitutive a eu lieu le 09 octobre et déjà la présence et l'activité des militants permet un accueil et un contact de proximité sur le Narbonnais.

Droits et libertés

La FSU n'a cessé de dénoncer le virage de la droite de gouvernement qui n'a pas hésité à prendre à son compte des thèses extrémistes. Le discours de Dakar sur les populations africaines, les discours et la politique répressive anti-Roms, les propos sur les bienfaits du colonialisme sont autant de dérives que nous avons combattues. Elles banalisent le FN et préparent un rapprochement dangereux entre la droite et celui-ci. Avec la politique des « quota », les expulsions d'étrangers en situation irrégulière, ont suscité notre légitime indignation. Les régularisations sont devenues exceptionnelles, la précarité augmente. Les politiques sécuritaires vont de pair avec l'insécurité sociale. Les traques policières à l'égard des populations jugées « à risque » se sont multipliées. La FSU a poursuivi son aide logistique au Réseau Education Sans Frontières (RESF) qui a bénéficié d'une chronique régulière dans « l'Unitaire 11 ».

Unité et Action : Pour un syndicalisme de transformation sociale, de lutte et de propositions, un syndicalisme ouvert et unitaire

U et A est le courant de pensée qui, s'il est majoritaire dans la FSU depuis sa création, a fait le choix de ne pas diriger seul la fédération. En concertation avec les syndicats nationaux, il a toujours développé un syndicalisme de masse, offensif, indépendant et démocratique avec l'objectif de rassembler et mobiliser les personnels par la mise en débat de ses propositions et en recherchant chaque fois que cela est possible l'unité la plus large, à tous les niveaux, tout en restant ferme sur ses propositions.

À U et A nous pensons que c'est cette stratégie qui peut promouvoir les transformations sociales que la population attend, en rupture avec les politiques menées jusqu'à présent. Notre syndicalisme est indépendant de toute force politique ou économique. Il s'inscrit dans la tradition laïque.

Le mouvement syndical a du faire preuve d'âpre résistance face à des gouvernements néolibéraux s'attaquant à l'ensemble des droits du travail, aux services publics et aux protections sociales solidaires. Depuis le 06 mai 2012, il est dans une situation qui suscite de fortes attentes. Au-delà des déclarations d'intention du nouveau gouvernement, la FSU aura à se prononcer sur ses actes et ses décisions concrètes et devra agir pour en infléchir le cours.

Un syndicalisme de lutte et de propositions

Unité et Action milite pour un syndicalisme qui revendique, agit, négocie et propose. Un syndicalisme qui fasse émerger des idées nouvelles et lutte pour la conquête de nouveaux droits.

Pour cela, la mobilisation massive des personnels est déterminante. Malgré l'éclatement du syndicalisme qui rend difficile la réalisation de l'unité dans les luttes, nous contribuons avec pugnacité à la recherche des convergences syndicales chaque fois que cela est possible sur la base de nos mandats. L'année écoulée a montré que l'unité est possible avec les syndicats de la FSU ou avec les confédérations et qu'elle est un facteur important de mobilisation. Cependant nous n'entendons pas nous accommoder du plus petit dénominateur commun. Pour Unité et Action, la FSU doit prendre ses responsabilités chaque fois que la situation l'impose.

Si la grève et la manifestation restent des formes déterminantes de l'établissement d'un rapport de forces, les luttes peuvent prendre des modes d'action originaux (la votation citoyenne sur le statut de La Poste en est un exemple). Les convergences avec les usagers doivent être mises en avant.

Construire des actions de haut niveau et dans la durée est notre objectif, pour obtenir la transformation profonde des choix économiques et sociaux nécessaire.

Pour Unité et Action, la défense des salariés n'est pas seulement nationale. Débattre et se mobiliser sur des revendications communes au mouvement syndical européen et international entre pleinement dans nos préoccupations.

Organisation majoritaire dans l'Éducation et la Recherche, première fédération dans la fonction publique d'État, la FSU doit être un moteur de la réflexion et des luttes pour :

- Renforcer, améliorer et développer le rôle de la Fonction publique et des services publics pour répondre aux besoins sur l'ensemble du territoire.

- Défendre les missions, statuts et droits des personnels, lutter contre la précarité et pour l'emploi, la formation et pour une politique salariale ambitieuse.
- Développer et transformer le service public laïque d'éducation pour qu'il assure la réussite de tous les jeunes, de la maternelle à l'université.
- Défendre et développer une protection sociale de haut niveau pour tous, défendre la retraite par répartition, lutter contre les régressions (âge de départ, baisse des pensions, attaques des pensions des femmes...)
- Réformer profondément la fiscalité, pour un impôt sur le revenu plus progressif et plus juste. Pour refuser le glissement de systèmes solidaires vers le chacun pour soi.

Un syndicalisme pour les droits, pour les solidarités

Unité et Action contribue à la défense et au développement des droits et libertés individuelles et collectives. Il combat les inégalités, les discriminations et participe aux luttes avec les sans papiers, les sans logis, pour les droits des femmes, pour l'égalité hommes/femmes et celle des genres. Il condamne les politiques sécuritaires et répressives, promeut la défense des valeurs et des principes de la laïcité, de justice, de paix, de solidarité et la défense des droits pour les immigrés, les plus démunis... Il combat les dérives du chacun pour soi et prône le renforcement du rôle de l'État qui doit être au cœur de nos exigences de fraternité et de justice sociale.

Un syndicalisme ouvert, rassembleur, indépendant et démocratique, ancré sur nos métiers

Unité et Action porte la conception d'une fédération de syndicats nationaux parce qu'elle permet d'être directement en prise avec les professions et leurs missions, de prendre en compte leurs histoires et leurs réalités et permet aux personnels de se reconnaître dans les valeurs et les propositions que porte notre syndicalisme. Lieu de construction exigeant des convergences des luttes et des revendications, la fédération permet à toutes et à tous de se retrouver sur les dossiers concernant l'ensemble des salariés et des retraités : salaires, emploi, retraites et protection sociale, défense des services publics. Fortement attaché au respect du pluralisme et de la diversité dans la FSU, U et A œuvre à améliorer son fonctionnement démocratique en toute indépendance et en refusant toute instrumentalisation.

Unité et Action participe à la mise en place de collaborations plus étroites entre organisations syndicales sans exclusive. Cette démarche doit permettre une meilleure efficacité des luttes mais aussi à la FSU de peser sur des discussions dont elle est aujourd'hui exclue. Des initiatives communes ont été prises avec la CGT et Solidaires. Nous entendons les élargir. Parallèlement doit se mener le débat sur l'unification syndicale portée historiquement par Unité et Action, ce qui passe aussi par une réflexion approfondie sur la conception d'un syndicalisme de transformation sociale actif, indépendant et démocratique.

Votez et faites voter pour la liste présentée par Unité et Action !

DECHAUD Philippe (SNEP)
CAZES Michèle (SNES)
AMIGUES Anne (SDU-CLIAS)
BAILLOU Philippe (SNUipp)
AUDEMAR Jean Marc (SNETAP)
BENKREIRA Zora (SNU Pôle Emploi)
ALLEON Albert (SDU-CLIAS)
BENYOUSSEF Delphine (SNES)

CAZABANT Annie (SNICS)
TRILLES Josette (SNUIPP)
BEKHTARI Ali (SDU-CLIAS)
BRETZNER Philippe (SNEP)
LASNEL Alexandre (SNES)
MOKHTAR-ZAZOU Lahcène (SNU Pôle Emploi)
PUERTOLAS Hélène (SDU-CLIAS)
SARTORÉ Gilbert (SNES)

**Liste ouverte de l'École Émancipée et d'Émancipation (ÉÉEÉ 11)
PLUS QUE JAMAIS CONSTRUIRE UNE FSU COMBATIVE !**

30 ans d'attaques libérales, 4 ans de crise économique,... Alors que nos sociétés n'ont jamais produit autant de richesses, elles sont rongées par la souffrance sociale, l'affaiblissement des solidarités, la tentation du repli sur soi et du rejet de l'autre. Le syndicalisme a un défi majeur à relever : défendre les salarié-e-s, les plus démunis-e-s, promouvoir des alternatives économiques, sociales, progressistes et écologiquement viables ; bref faire renaître l'espoir d'un monde plus juste et la confiance en l'action collective. C'est ce syndicalisme que l'ÉÉEÉ 11 défend dans la FSU.

L'austérité... plus que jamais

Une chose n'a pas changé ces derniers mois : la purge imposée aux salarié-e-s. Les catégories populaires sont sommées de payer la note d'une dette publique héritée d'une politique fiscale qui fait des cadeaux aux plus riches, et d'un sauvetage des banques à fonds perdus... Le résultat ? Une politique d'austérité qui s'attaque aux services publics, aux salaires, à l'emploi, à la protection sociale. Le Traité Européen (TSCG), voté, contrairement à ses promesses, par la nouvelle majorité en France enfoncera plus l'UE dans la crise.

Le « changement »... en trompe l'œil

Le changement de ton avec les organisations syndicales est net. Ce gouvernement fait des concertations sur tout, mais nous ne sommes pas dupes. Et certaines annonces, qui soulagent les personnels, le public, ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt. En particulier, le dogme de la réduction des dépenses publiques (posé comme intangible) : sur les 40000 recrutements annoncés pour l'an prochain, 22000 couvriront les départs à la retraite, le reste, 8281 temps pleins, sera pris dans les autres services publics. Bien d'autres dossiers ne seront qu'aménagements cosmétiques comme le Livret Personnel de Compétences qui est allégé mais le principe du socle commun renforcé. La mise en place de « l'école du socle », le statut de directeur d'école sont annoncés. La gouvernance des universités est « démocratisée » mais la mise en concurrence des établissements, la logique d'excellence confortées. Partout dans la Fonction Publique le management libéral des personnels se poursuit. Nous refusons la nouvelle étape de décentralisation qui donnera totalement aux régions la formation professionnelle et les services publics d'orientation. Sur la chasse aux Roms, aux sans-papiers la politique du gouvernement n'a rien à envier à celle du précédent. L'accélération des expulsions est intolérable.

Un syndicalisme qui ne lâche rien

Dans ce contexte, le syndicalisme de lutte et de transformation sociale ne doit pas se satisfaire de demi-mesures, mais rester intransigeant sur ses revendications. Être indépendant politiquement, c'est combattre l'austérité, le néolibéralisme quelle que soit la couleur du gouvernement. C'est en ce sens que ÉÉEÉ 11 s'est battue pour que la FSU s'implique dans le collectif unitaire contre le TSCG. C'est en ce sens que ÉÉEÉ 11 pousse la FSU et ses syndicats à vite alerter les collègues sur les dangers qui arrivent : budget d'austérité qui verrouillera toute l'action publique, loi d'orientation pour l'école et le supérieur, décentralisation, etc. Les grandes orientations avancées par le gouvernement sont fort loin de nos mandats.

La satisfaction de **nos revendications** nécessitera des mobilisations larges et résolues, non pas secteur par secteur, mais à l'échelle de la fonction publique : **rétablissement et création des postes dans le cadre des garanties statutaires, formation initiale sous statut de fonctionnaire stagiaire, défense du statut, rejet de la décentralisation, hausse immédiate des salaires pour tou-te-s (et pas par prime ou indemnité), défense de la Sécurité sociale (ni CSG, ni fiscalisation)...**

Construire une FSU forte, combative et pluraliste

Pour nous le débat d'orientation contradictoire est nécessaire et bénéfique à la démocratie syndicale, à l'efficacité des actions. Des divergences existent entre nous et UA, entre autres, sur la mastérisation, la formation des enseignants, sur le rôle de la fédération qui, pour nous, ne doit se résumer à un cartel de syndicats de l'Éducation nationale. Si la FSU 11 a fait preuve de combativité dans les luttes menées dans l'Aude, c'est bien le résultat de convergences entre l'École Émancipée et Émancipation avec la majorité départementale.

En tout état de cause, l'École Émancipée et Émancipation continueront à prendre toute leur part dans l'action et l'orientation de la FSU 11, à y défendre une orientation résolument combative, unitaire et fédérale.

C'est dans ce but qu'elle vous appelle aujourd'hui à voter et faire voter pour la liste ouverte de l'École Émancipée et d'Émancipation :

BLANCH Dominique	SNES	Professeure d'espagnol	LGT Diderot	Narbonne
NOVELLO Marieline	SNES	Professeure d'anglais	Collège St Exupéry	Bram
COSTE Jacques	SNES	Professeur de Technologie	Collège les Mailheuls	Coursan
BURGAT Jean-Louis	SNUipp	Instituteur	École A. Pic	Port la Nouvelle
MORER Jeanne	SNUAS-FP	Assistante Sociale	Inspection Académique	Carcassonne
SCHROEDER Francis	SNES	TZR STI Génie Mécanique	LGT Diderot	Narbonne
MARTINEZ Magalie	SNUipp	Professeure des Écoles	École de St André	St André de Roquelongue
DANIEAU Emmanuelle	SNUipp	Professeure des Écoles	TRBD École L. Blum	Narbonne
JOUANNY Hélène	SNES	Professeure de philosophie	LGT Sabatier	Carcassonne
TOIGO Odile	SNUipp	Psychologue Scolaire, RASED	École J. Jaurès	Narbonne
PUJOL Marie-Do	SNUipp	Professeure des Écoles	École Liberté	Carcassonne
POISEUIL Joëlle	SNES	Conseillère Principale d'Éduc.	Lycée Prof. Eiffel	Narbonne
BISTUER Christine	SNUipp	Professeure des Écoles	École A. Daudet	Port la Nouvelle
GARDE Bruno	SNES	Professeur d'histoire- géo	Collège La Nadière	Port la Nouvelle
MARTINEZ Clément	SNUipp	Professeur des Écoles	TRBD École M. Sol	Narbonne
CHARLUT Rosine	SNES	Retraitée		Carcassonne

Liste UNITE, REVENDICATIONS, INDEPENDANCE SYNDICALE (URIS)

Réforme des rythmes scolaires, école du socle...

Deux orientations contradictoires existent dans la FSU : il FAUT CHOISIR !

Le rapport issu de la concertation sur la refondation de l'école a été rendu public et François Hollande s'est exprimé sur l'école : « Je suis favorable au retour d'une semaine de neuf demi-journées », avec « allègement de la journée et mise en place d'un temps éducatif complémentaire », « accompagnement aux devoirs dans l'établissement... » « L'État ne peut pas agir seul, les collectivités territoriales y seront associées dans le cadre de projets éducatifs territoriaux », « les ZEP seront supprimées » ; et il a mis en avant « le socle commun ».

C'est une remise en cause du statut et des conditions de travail des personnels, une remise en cause du caractère national de l'éducation...

La FSU doit donc demander que les préconisations du rapport soient retirées.

Or, comme sur d'autres sujets, deux orientations contradictoires se dégagent dans la FSU.

D'une part ceux qui, comme les responsables du SNUipp estiment que le rapport « *esquisse les contours des évolutions possibles de l'école* ». **Qu'est ce d'autre qu'une approbation des orientations du rapport ?**

D'autre part ceux qui, comme les responsables du SNES, considèrent que « *les rapporteurs s'inscrivent ainsi dans une logique de continuité des politiques éducatives du précédent gouvernement,...* La limitation du nombre d'heures de cours par jour se traduirait par une diminution globale des horaires disciplinaires... Les rapporteurs proposent une refondation du socle..., ouvrent la voie au retour de la bivalence au collège et à l'installation de « réseaux du socle »... elle condamne les séries technologiques industrielles d'une part et la série L et les enseignements artistiques d'autre part à une mort certaine à court terme... » **Et concluent ainsi** : « *Ils demandent au ministre de prendre garde aux choix partisans opérés par les rapporteurs sur ces sujets qui concernent directement les personnels du second degré et leur avenir, choix que ceux-ci considéreraient comme de véritables provocations s'ils étaient confirmés* ». On ne peut que se féliciter de cette prise de position.

Mais comment comprendre le communiqué de la FSU affirme à la fois que l'on « retrouve des propositions de la FSU » dans le rapport mais aussi « des préconisations... refusées par les personnels concernés » ? Procéder ainsi c'est rendre inaudible la voix de la FSU et se vouer à l'impuissance.

Seule une orientation de défense des revendications peut unifier tous les syndicats et tous les personnels de la FSU. Notre but est d'aider à parvenir à des prises de positions positives de tout le syndicat, comme cela a été le cas dans le combat pour l'abrogation du décret sur l'évaluation des personnels, ou lors du Conseil national du 16 octobre où la FSU « **rappelle son opposition à une nouvelle étape de décentralisation(...)** conteste les projets annoncés par le gouvernement de transfert aux régions de l'ensemble des attributions qui sont encore celles de l'État en matière de formation professionnelle, d'orientation et de mise en cohérence des politiques d'accompagnement vers l'emploi (...) la formation professionnelle sous statut scolaire, la carte des formations, le traitement du décrochage des jeunes et le service public d'orientation scolaire doivent demeurer de la compétence de l'Éducation nationale et de l'agriculture (...) **La FSU est totalement opposée au projet rendu public hier par le Ministre de l'éducation nationale dans ce domaine.** »

Il faut poursuivre dans cette voie. Oui, il est possible d'abroger les lois et les mesures prises :

- Abandon du socle commun, de l'école du socle et abrogation du LPC.
- Réforme des rythmes scolaires : pas d'augmentation du nombre de jours de travail, pas d'intervention des collectivités territoriales, pas de réduction des vacances scolaires.
- Non au transfert aux régions des CIO et des COPSY, des assistantes sociales, des infirmières, de la carte des formations et de la formation professionnelle ! Défense et maintien des statuts nationaux de toutes les catégories de personnels !
- Abrogation des « réformes » : dispositif Eclair, « réformes » du lycée, formation des maîtres, LRU, ANR...
- Arrêt de l'austérité, fin du gel des salaires, abrogation du jour de carence.
- Défense de l'école laïque, fonds publics à la seule école publique.

Votez pour la liste URIS

MAILLOT Hélène	Collège Les Fontanilles (Castelnaudary)
CAPDEVILLE Marie-Claude	Collège Saint-Exupéry (Bram)
GLEYZES Claudine	Retraitée
CROS Pierre	Lycée Dr Lacroix (Narbonne)
LE BRETTON Manon	Collège Les Fontanilles (Castelnaudary)
ROCHAS Hélène	Collège Les Fontanilles (Castelnaudary)
LE BRETTON Ronan	Collège Les Fontanilles (Castelnaudary)
FABRE Elizabeth	Lycée Jean Durand (Castelnaudary)



Rapport Financier de la FSU11 2009-2012



FSU11 EVOLUTION COMPTABLE 2009-2012								
ANNEE	2009-2010		2010-2011		2011-2012		TOTAL	
	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES
RECETTES ET DEPENSES								
RECETTES								
SOLDE AU 1ER SEPTEMBRE	9730,39		6810,17		7514,33		9730,39	
VERSEMENTS FSU	4686,00		3938,00		3942,00		12566,00	
SUBVENTION CG			3000,00		3000,00		6000,00	
AUTRES RECETTES	3425,09		2913,95		975,70		7314,74	
TOTAL RECETTES	8111,09		9851,95		7917,70		25880,74	
DEPENSES								
IMMOBILISATIONS		1826,94						1826,94
DEPLACEMENTS		1342,20		888,96		920,21		3151,37
MAIF		472,88		484,33		621,45		1578,66
MANIFS				1103,61				1103,61
LYONNAISE EAUX		104,58		159,08		87,19		350,85
UNITAIRE 11		3842,90		3289,97		2344,39		9477,26
TELEPHONE INTERNET		903,59		852,50		922,03		2678,12
SOFEB PHOTOCOPIEUR		520,86		405,48		554,41		1480,75
UL NARBONNE						1883,60		1883,60
AUTRES DEPENSES		2017,36		1963,86		1165,97		5147,19
TOTAL DEPENSES		11031,31		9147,79		8499,25		28678,35
RESULTAT AN EN COURS		-2920,22		704,16		-581,55		-2797,61
SOLDE AU 31 AOÛT		6810,17		7514,33		6932,78		6932,78
LIVRET A		12039,37		12134,27		12387,07		12387,07
AVOIR TOTAL CM		18849,54		19648,60		19319,85		19319,85

Commentaires :

Après la mise en place du logiciel de la FSU pour la comptabilité des SD, l'exercice écoulé va du 01/09/2009 au 31/08/2012.

Recettes totales sur 3 ans: 25 880.74 € Dépenses totales : 28678.35 € Solde global : -2797,61€

Recettes :

Versement FSU nationale de 12566 € plus important en 2009-2010 en raison du Congrès de janvier 2010.

Subvention du Conseil Général : 6000 € sur deux ans. Pas de subvention en 2009-2010. Par ailleurs, quand le versement a repris en 2010-2011, celui-ci est passée de 3049 € à 3000 €.

Autres recettes : versements des Sections départementales du Snes, du SduClias et du SNUipp, (non renouvelés en 2011-2012), ventes de livres, remboursements divers...

Dépenses :

Immobilisations : 1826.94 €. Achat de matériel informatique.

Déplacements : 3151.37 €. Plus importants en 2009-2010 (conflit des retraites).

Assurance MAIF : 1578.66 €. En hausse avec l'assurance du nouveau siège de Narbonne.

Manifs : 1103.61€. Achat de matériel syndical.

Lyonnaise des eaux : 350.85 €. Dépense plus importante en 2010-2011, en raison de fuites non réparées.

Unitaire 11 : 9477.26 €. Frais réduits en 2010-2012, en raison d'envoi pour moitié, par Internet.

Téléphone Internet : 2678.12 €

Photocopieur : 1480.5 €

UL Narbonne : 1883.60 €

Autres dépenses (achat de livres, abonnements revues, frais militants, etc.) : 5147.19 €

Avoir total de la FSU11: 19319.85 €, avec le livret A sur lequel se trouve au 31/08/2012 la somme de 12387.07 €

Vote **U** Mode d'emploi

Date limite de
postage :
1er décembre 2012

Du 8 au 29 novembre, vous avez à vous prononcer sur l'activité de la FSU et sur son orientation pour les 3 années qui vont suivre le congrès de février, aussi bien au niveau national, qu'au plan départemental.

Conditions pour être électeur(trice)

Sont électeurs(trices) :

- les syndiqué(e)s à jour de leur cotisation syndicale 2011-2012 dans l'un des syndicats nationaux de la FSU, sauf s'ils ont fait connaître leur démission avant la date du scrutin,
- tout(e) nouvel(le) adhérent(e) qui **au moment du vote** aura acquitté sa cotisation 2012-2013.

Comment voter

Sous double enveloppe, une enveloppe bulle anonyme dans une enveloppe T à identifier et à signer au verso à renvoyer à la boîte postale de la FSU avant le 04 décembre 2012.

Le relevé de la boîte postale aura lieu le mardi 4 décembre à 17 h et le dépouillement par syndicat au siège de la FSU à 17 h 30.

Les électeurs du Snes votent à l'urne dans leur établissement où le S1 est organisé, à partir du 12 novembre jusqu'au 28 novembre.

Chaque électeur devra compléter les mentions portées au verso de l'enveloppe extérieure, à savoir :

- NOM et Prénom :
- Fonction/Retraité-e :
- Établissement, lieu d'exercice :
- Syndicat :
- Signature :

Le bulletin de vote, sur lequel vous aurez coché vos choix, sera glissé dans l'enveloppe « bulle » qui ne devra porter aucune indication afin de respecter le **secret du vote (schéma ci-contre)**.

En utilisant le bulletin joint, vous avez la possibilité d'exprimer

4 choix :

Scrutin national

(Voir Supplément au Pour n° 163)

1er vote : choisir les orientations de la FSU.

Vous voterez pour l'expression (la tendance) qui exprime le mieux les orientations que vous souhaitez voir prises par la FSU. Cinq choix possibles.

2ème vote, sur le rapport d'activité de la FSU :

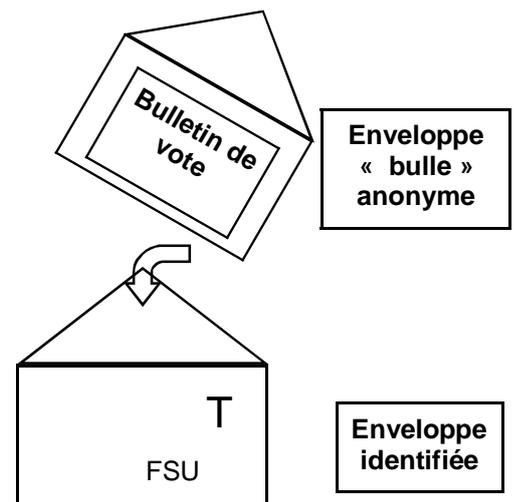
porter un jugement sur ce qui a été effectué en 3 ans. Une originalité, les «fenêtres»: plusieurs choix vous sont proposés pour apprécier certains aspects de notre bilan. Au delà d'un simple vote en pour ou en contre, à vous de vous déterminer sur celui qui est le plus proche de vos convictions.

Scrutin départemental

(dans ce bulletin de l'Unitaire 11)

3ème vote : choisir les orientations de la section départementale et les élus des tendances chargés de les mettre en œuvre. Trois choix possibles.

4ème vote sur le rapport d'activité départemental de la FSU : porter un jugement sur ce qui a été effectué en 3 ans par la section départementale.



Attention !!!

Vote national :

Syndicats votant par correspondance à leur siège National pour le vote d'orientation nationale et le rapport d'activité nationale (voir modalités par syndicat):

EPA, SNAC, SNASUB, SNE, SNETAP, SNICS, SNUAS-FP, SNUEP, SNU Pôle emploi, SYGMA, UNATOS.

Syndicats votant par correspondance à la BP de la FSU 11 (enveloppe T jointe):

Sdu-Clias, SNUipp, SNEP, les retraités et les isolés du SNES.

Vote départemental par correspondance à la BP de la FSU 11: Tous.

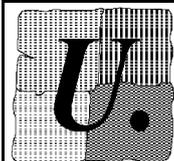
Les SN qui votent à leur siège national pour le vote national, reportent également leur vote sur la partie nationale du bulletin joint.

Cas particulier:

Les syndiqués du SNES qui sont en poste (ou rattachés) dans des établissements où la section syndicale est organisée en S1, votent à l'urne, sur liste d'émargement.

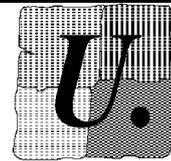
Le-la responsable du S1 reçoit le matériel de vote et organise la consultation à partir du 12 au 29 novembre.

Liste d'émargement et PV de dépouillement à faire parvenir au S2, 22 bis Bd de Varsovie à Carcassonne, avant le mardi 4 décembre à 17 h.



BULLETIN DE VOTE POUR LA FSU

Scrutin du 08 au 29 novembre 2012



VOTE NATIONAL

VOTE n°1 : Orientation fédérale nationale

(se reporter au supplément de la revue " POUR " n°163 / octobre - 2012)

Cochez la liste de votre choix

- Liste Unité et Action et sans tendance
- Liste à l'initiative de l'École Émancipée
- Liste Émancipation
- Liste Unité, Revendications, Indépendance Syndicale
- Liste Front Unique

VOTE n°2 : Rapport d'activité fédérale national

(se reporter au supplément de la revue " POUR " n°163 / octobre - 2012)

Entourez votre choix d'un trait apparent

Le rapport d'activité comporte 2 fenêtres qui correspondent à des points qui font débat. Chaque syndiqué-e est invité-e à indiquer l'appréciation dans laquelle il-elle se reconnaît le mieux.

Pour les 2 votes ci-dessous, entourez la rédaction de votre choix d'un trait bien apparent

POUR

CONTRE

ABSTENTION

REFUS DE VOTE

Fenêtre « **PROTOCOLE D'ACCORD PRÉCARITÉ** » (page 6)

A

B

Fenêtre « **élections professionnelles** » (page 12)

A

B

VOTE DEPARTEMENTAL

VOTE n°3 : orientation fédérale départementale

Cochez la liste de votre choix

- Liste « **Unité et Action** »
- Liste « **École Émancipée-Émancipation** » **ÉÉÉ 11**
- Liste « **URIS** »

VOTE n°4 : Rapport d'activité fédérale départementale

POUR

CONTRE

ABSTENTION

REFUS DE VOTE

Entourez votre choix d'un trait apparent